ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 20 juillet 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux noms et prénoms", a donné le 17 octobre 1983 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e juli 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de namen en voornamen", heeft de 17e oktober 1983 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 11 germinal an XI, (1er avril 1803) relative aux prénoms et changements de noms (3, Bull. 267, n° 2614), les seuls prénoms qui pourront être "reçus ... sur les registres de l'état civil destinés à constater la naissance des enfants, sont les noms en usage dans les différents calendriers, et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne".

Cette loi est toujours en vigueur en France et en Belgique. Elle n'a été abrogée aux Pays-Bas que récemment, par la loi du 3 avril 1969 (J.O. n° 167), introduisant le livre 1er du nouveau Code civil ("invoegingswet Boek 1,nieuw Burgerlijk Wetboek").

Soucieuse de s'adapter au changement survenu depuis la deuxième moitié du XXème siècle ,la jurisprudence admet, tant en France qu'en Belgique, que la loi de germinal doit être interprétée moins selon sa lettre que selon son esprit qui était d'éviter le choix de prénoms ridicules, inconvenants ou imaginaires (Civ. Bruges, 1ère ch.,7 janvier 1975, R.W. 1974-1975, col. 243; Civ. Brux.,14ème ch.,8 janvier 1975, R.W. 1975-1976, col. 1263, obs. W.P. et 7ème ch., 7 mars 1977, Pas. 1977, III, 31; Colmar, 17 février 1965, Gaz. Pal. 1965, 2, 131; Grenoble, 15 décembre 1965, J.C.P. 1966, 2, 14627; Civ. Paris, 8 juillet 1975, Gaz. Pal. 1975, n° 271.273, p. 15) (1).

.../...

(1) Cf. également en France l'instruction administrative du 12 avril 1966 (J.O. 3.5.1966) et en Belgique, PINTENS, Développements actuels dans le droit des noms (Jur. Falcon. 1975-1976, p. 279).

L'avant-projet de loi actuellement proposé n'a pas pour objet une refonte complète de la législation relative au nom patronymique. Il tend uniquement à simplifier la procédure de changement de nom ou de prénom et à élargir le choix des prénoms. Désormais l'officier de l'état civil ne sera autorisé à refuser dans l'acte de naissance que "les prénoms prêtant à confusion ou pouvant nuire à l'enfant ou à des tiers" (article 1er).

La réforme proposée répond à l'évolution que connaît le droit contemporain en la matière. Aux Pays-Bas, ne sont exclus que les prénoms "soit inconvenants, soit conformes à des noms de famille existants, à moins que ceux-ci soient généralement des prénoms usuels" (Code civil, article 4.2).

En République fédérale d'Allemagne, le paragraphe 21 de la "Personenstandgesetz", (PSTG), se borne à prévoir la mention dans le registre de naissance des "prénoms de l'enfant". La Cour fédérale de justice a décidé à plusieurs reprises que la loi ne comporte aucune disposition obligatoire de portée générale en ce qui concerne le choix des prénoms (1). La doctrine et la jurisprudence déduisent toutefois du texte de la loi que ne sont susceptibles d'être inscrites à l'état civil que les appellations qui, dans chaque cas d'espèce, se prêtent à être des prénoms. Sont également à exclure les prénoms qui ne révèlent pas sans équivoque le sexe de l'enfant, les noms de famille (sauf exception locale) ainsi que les appellations choquantes, absurdes, arbitraires, inusitées ou inaptes à identifier leur titulaire.

.../...

---

(1) BGH § 29, p. 256 (arrêt du 4 février 1959) et BGH § 30, p. 132 (arrêt du 15 avril 1959).

En Suisse, l'ordonnance du Conseil fédéral sur l'état civil du 1er juin 1953 dispose que "les prénoms manifestement préjudiciables aux intérêts de l'enfant ou de tiers, notamment les prénoms choquants ou absurdes sont refusés. Il en est de même lorsque le sexe de l'enfant ne ressort pas clairement de son ou de ses prénoms" (1).

Un arrêt de la 2ème Cour civile du Tribunal fédéral suisse du 25 mars 1981 (Rev. Etat civ. -suisse- n° 1982, p. 18) contient des précisions intéressantes pour l'interprétation du texte légal. Cet arrêt retient que "l'ordre juridique, précisément dans l'intérêt de l'enfant", doit contenir "des mesures afin qu'un enfant ne soit pas affublé d'un prénom qui puisse lui porter préjudice sa vie durant" (2).

De son côté, la Cour de cassation de France, dans un arrêt du 10 juin 1981 (JCP 1981, IV, p. 309) a décidé que, dans les limites tracées par la loi du 11 germinal an XI, les parents disposaient d'un libre choix "sous la réserve générale que dans l'intérêt de l'enfant", les prénoms choisis ne soient pas "jugés ridicules".

.../...

(1) Le manuel suisse de l'état civil recommande aux agents d'insister "auprès des parents qui choisissent des prénoms pouvant prêter à confusion quant au sexe de l'enfant (Camille, Claude, Dominique, Félicité, José, etc...) pour que ce prénom soit accompagné d'un ou de plusieurs autres ne laissant aucun doute sur le sexe de l'enfant".

(2) Dans un précédent arrêt, le Tribunal fédéral suisse avait reconnu aux parents le droit de créer pour leur enfant un nouveau prénom (ATF 69, janvier 1961). L'arrêt du 25 mars 1981 pose une limite à cette liberté. Dans le cas d'espèce, les parents avaient voulu adjoindre au prénom de leur enfant, le nom d'un philosophe allemand connu. Le tribunal répond que "ce n'est pas la prédilection des parents pour telle ou telle personnalité qui est importante, c'est essentiellement et uniquement le droit de l'enfant à ce que son développement ne soit pas indûment entravé".

Examinés à la lumière des solutions retenues en droit comparé, les critères adoptés par l'article 1er du projet peuvent être considérés comme suffisants pour parer aux difficultés que la pratique pourrait susciter. Il appartiendra au Gouvernement de décider s'il est ou non opportun de préciser davantage dans l'exposé des motifs la portée des exclusions que porte l'article 1er du projet.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 2.

Suivant cette disposition,

> "Toute personne qui aura quelque motif de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au Ministre de la Justice.
>
> La requête est introduite par l'intéressé lui-même ou son représentant légal. Il y est joint une promesse de payer les droits d'enregistrement si l'autorisation demandée est accordée".

L'alinéa 1er se borne à reproduire, moyennant une légère modification, l'article 4 de la loi du 11 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, tel qu'il a été modifié par la loi du 2 juillet 1974.

Il n'appelle pas d'observation, sinon que le texte français gagnerait à être rédigé au présent de l'indicatif conformément à l'usage.

.../...

La "promesse" de payer les droits d'enregistrement est expliquée par l'exposé des motifs : il s'agit d'éviter que les frais de l'instruction de la demande ne demeurent à charge de l'Etat en cas de désistement ou même dans le cas où l'intéressé se désintéresserait du sort de cette demande.

Les frais indiqués ne sont pas ceux que nécessite le recouvrement des droits d'enregistrement. Ceux-ci sont dus dès que l'arrêté devient "définitif" (article 253, alinéa 3, du Code des droits d'enregistrement,d'hypothèque et de greffe). Par contre, la procédure administrative qui aboutit à l'arrêté qui autorise le changement de nom ou de prénom, coûte cher à l'Etat : même simplifiée, elle représente une charge budgétaire importante. Il s'agit, par conséquent, d'éviter que le requérant introduise une demande dont il se désisterait ultérieurement alors que cette demande aurait déjà été instruite, ou serait en cours d'instruction. Dans ce cas, en effet, il ne doit rien payer à l'Etat.

Si tel est le but poursuivi par le Gouvernement, l'exigence d'une "promesse de payer les droits d'enregistrement si l'autorisation demandée est accordée", ne constitue pas le moyen adapté à ce but, car elle n'empêche nullement le requérant de se désister de sa demande ou de s'en désintéresser.

Telle qu'elle est formulée, la deuxième phrase de l'alinéa 2 n'ajoute rien à l'obligation actuelle du requérant de payer les droits d'enregistrement dès que l'arrêté est définitif. Les articles 237, 253, alinéa 3, et 254 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe sont sans équivoque. La

.../...

copie de l'arrêté est d'ailleurs transmise directement par le Ministère de la Justice au receveur de l'enregistrement, et le requérant est invité à payer les droits. A défaut, il ne peut faire transcrire le dispositif de l'arrêté. L'administration des finances pourrait, sur base des textes actuels, recouvrer l'impôt.

La "promesse" demandée au requérant est dépourvue de toute portée juridique. Elle n'a, en réalité, qu'un but d'information ou d'avertissement, qui pourrait être atteint par d'autres moyens, notamment par une mention sur la formule que le requérant devrait remplir.

La phrase doit donc être omise.

Article 3.

Cet article n'appelle pas d'autre commentaire que l'observation générale faite au début du présent avis.

Article 4.

Suivant l'alinéa 1er,

"L'autorisation de changer de prénoms est définitive à la date de l'arrêté ministériel".

La règle n'a pour but que de fixer le moment auquel

.../...

l'arrêté doit être considéré comme définitif au sens de l'article 253, alinéa 3, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Elle est dès lors exprimée en termes trop absolus.

Il serait plus précis d'écrire :

"L'autorisation de changer de prénoms est définitive, au sens de l'article 253, alinéa 3, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, à la date de l'arrêté ministériel".

La même observation vaut pour l'article 6.

Article 5.

A l'alinéa 1er, il faut écrire "autorisation de changer de nom" dans le texte français, puisque telle est la terminologie adoptée par l'avant-projet. Par ailleurs, l'arrêté est publié par mention au Moniteur belge et non par extrait. L'alinéa doit donc être rédigé comme suit :

"Il est fait mention au Moniteur belge de l'arrêté ministériel autorisant un changement de nom".

A l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire :

"Dans les soixante jours de la publication visée à l'alinéa 1er, ...".

.../...

Il devrait par ailleurs être prévu que l'arrêté ministériel statuant sur l'opposition sera motivé.

Enfin, le texte devrait prévoir la notification, à l'opposant comme à l'intéressé, de l'arrêté ministériel révoquant l'autorisation.

Article 7.

A l'alinéa 1er, il serait plus conforme à la terminologie du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, d'écrire :

"Dans les soixante jours de son enregistrement, la copie ou l'extrait de l'arrêté autorisant le changement de nom ou de prénom est envoyé ou remis à l'officier de l'état civil, contre accusé de réception, par les bénéficiaires ou par l'un d'eux".

Il ressort de l'article 7, alinéa 2, et de l'article 8, ainsi que des déclarations des délégués du Ministre, que le dispositif de tout arrêté de changement de nom ou de prénom fait l'objet d'une transcription dans les registres d'un officier de l'état civil d'un commune belge.

Lorsqu'un Belge est établi dans un pays étranger où il est né, et qu'il obtient du Ministre de la Justice un changement de prénom (ou de nom), l'arrêté est transcrit dans les

.../...

registres de l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles (article 7, alinéa 2, 3°) qui en avise l'agent diplomatique ou consulaire belge qui a dressé l'acte de naissance (article 9 de l'avant-projet et article 10 de la loi du 12 juillet 1931 relative à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil).

Aucune règle ne précise que l'officier de l'état civil doit avertir le bénéficiaire de la réalisation de la transcription, de sorte que, pendant la période des quinze jours qui suit l'envoi ou la remise de la copie ou de l'extrait de l'arrêté (article 8, alinéa 1er), le requérant ignore s'il peut déjà faire usage de son nouveau prénom ou de son nouveau nom. Selon les délégués du Ministre, une circulaire sera élaborée le jour où le projet deviendra loi, et les officiers de l'état civil seront invités à porter à la connaissance des bénéficiaires que la transcription du dispositif de l'arrêté a été opérée.

Il convient d'observer que la transcription réalisée par l'un des officiers de l'état civil énumérés à l'article 7, alinéa 2 (1), produit ses effets à l'égard de tous les bénéficiaires, avant même que les actes de naissance ou les autres actes de l'état civil de chacun de ceux-ci n'aient fait l'objet d'une mention marginale.

Il serait plus exact d'écrire, à l'alinéa 3 (ou 2): "L'autorisation est réputée non avenue ...".

.../...

(1) La typographie du projet soumis au Conseil d'Etat n'est claire, ni dans le texte français, ni dans le texte néerlandais, sur le point de savoir si cette énumération est comprise dans l'alinéa 1er ou forme un alinéa 2.

Article 8.

A l'alinéa 1er, il est incorrect d'évoquer la transcription "du dispositif de l'expédition". C'est évidemment le dispositif de l'arrêté ministériel qui doit être trancrit.

D'une manière générale et notamment pour le motif de terminologie indiqué à propos de l'article 7, alinéa 1er, l'alinéa serait plus correctement rédigé comme suit :

"Dans les quinze jours de l'envoi ou de la remise de la copie ou de l'extrait de l'arrêté ministériel, l'officier de l'état civil transcrit dans ses registres le dispositif de cet arrêté".

Suivant l'alinéa 2,

> "Le changement de nom ou de prénoms se réalise à la date de cette transcription pour les bénéficiaires et, lorsqu'il s'agit d'un changement de nom, pour leurs descendants nés après la date de l'arrêté".

Il va de soi, d'une part, que le changement de prénom d'une personne ne peut avoir aucune incidence sur l'état civil de ses descendants et, d'autre part, que les descendants mineurs d'âge nés avant la date de la transcription changeront de nom en même temps que leur ascendant.

Par ailleurs, l'expression de "descendants" paraît elle-même inadéquate, rien ne permettant de supposer que l'in-

tention du Gouvernement serait que le nom, par exemple, d'un petit-fils mineur d'âge suive, le cas échéant, le changement du nom de son grand-père, alors que son père majeur aurait gardé le sien.

Tel qu'il est rédigé, le texte pourrait créer une confusion à ce double point de vue. Il est donc proposé d'écrire :

"Le changement de nom et le changement de prénoms produisent leurs effets à la date de la transcription. Le changement de nom s'applique dès cette date aux enfants mineurs d'âge du bénéficiaire".

Pour les mêmes motifs, il faudrait écrire, à l'alinéa 3 :

"Il est fait mention de la transcription en marge des actes de l'état civil relatifs aux bénéficiaires et, lorsqu'il s'agit d'un changement de nom, des actes relatifs à leurs enfants mineurs d'âge".

Article 9.

A l'article 9, il faut écrire dans le texte français : "... en vertu de l'article 8, alinéa 3, ...".

.../...

Article 10.

On observera que la même modification que celle qu'apporte l'article à certains intitulés de chapitre ou de section du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe doit être apportée aux articles 237 et 250 du même Code.

Article 11.

Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"L'article 248 du même Code, modifié par la loi du 2 juillet 1981, est complété par les alinéas suivants :".

Article 12.

Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"L'article 249 du même Code, modifié par les lois des 2 juillet 1974 et 2 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :".

+

.../...

On observera que le projet ne modifie pas l'article 250, alinéa 1er, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, suivant lequel :

"Dans chacun des cas visés aux articles 248 et 249, il est dû un droit par bénéficiaire".

Les modifications apportées aux articles 248 et 249 - spécialement la faculté de réduire le droit à un total pour l'ensemble des bénéficiaires du même arrêté - imposeraient de revoir le libellé de l'article 250, alinéa 1er, et d'insérer, par conséquent, dans le projet, une disposition supplémentaire conçue comme suit :

"Article 13.-

L'article 250, alinéa 1er, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

"Dans les cas visés à l'article 248, alinéa 1er, et à l'article 249, § 1er, alinéa 1er, § 2 et § 3, alinéa 1er, il est dû un droit par bénéficiaire".

Article 13 (devenant l'article 14).

Le texte suivant est proposé :

"Article 14.-

L'article 251 du même Code, modifié par la loi du 2 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 251. Lorsqu'un arrêté ministériel portant autorisation d'un changement de prénom est retiré ou annulé, alors que les droits d'enregistrement ont été perçus, le requérant, sauf s'il était de mauvaise foi, ne paye plus de droit si une nouvelle autorisation lui est accordée".

.../...

Article 14 (devenant l'article 15).

Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"L'article 252 du même Code, modifié par la loi du 2 juillet 1974, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 15 (devenant l'article 16).

Le texte suivant est proposé :

"Article 16.-

A l'article 253 du même Code, modifié par la loi du 2 juillet 1974, sont apportées les modifications suivantes :

"1° Les mots "arrêtés royaux accordant permis de changer de nom ou de prénoms" sont remplacés à deux reprises par les mots "arrêtés ministériels autorisant le changement de nom ou de prénoms".

2° Les mots "du jour où l'arrêté royal est devenu définitif" sont remplacés par les mots "du jour où l'arrêté ministériel est devenu définitif".

+

Bien que le projet ne le prévoie pas, l'article 254 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe pourrait également être adapté à la terminologie nouvelle.

.../...

Le texte suivant est proposé à cet effet :

"Article 17.-

Dans le texte français de l'article 254 du même Code, modifié par la loi du 2 juillet 1974, les mots "arrêté accordant permission de changer de nom ou de prénoms" sont remplacés par les mots "arrêté autorisant le changement de nom ou de prénoms".

Article 16 (devenant l'article 18).

L'article doit être simplifié : il n'est pas d'usage d'abroger explicitement les lois qui ont modifié un texte qui fait lui-même l'objet d'une abrogation. Dès lors, il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Article 18.-

La loi du 11 germinal an XI relative aux prénoms et changements de nom, modifiée par la loi du 2 juillet 1974, est abrogée".

OBSERVATION FINALE.

Aucune disposition de l'avant-projet n'envisage l'hypothèse du retrait ou de l'annulation d'un arrêté ministériel autorisant le changement de prénom, du point de vue de la transcription du dispositif de l'arrêté de retrait ou de l'arrêt d'annulation, dans les registres de l'état civil.

.../...

Le texte suivant est proposé : il prendrait place après l'article 9 de l'avant-projet :

"Article (...).-

Lorsque l'arrêté ministériel autorisant le changement de prénom est retiré ou annulé, le Ministre de la Justice ou son délégué requiert l'officier de l'état civil visé à l'article 8, alinéa 1er, de procéder à la transcription du dispositif de l'arrêté ou de l'arrêt. L'article 8, alinéa 3, et l'article 9 sont applicables à cette transcription".

Si cette suggestion était accueillie, la numérotation des articles 10 et suivants devrait évidemment être revue.

ALGEMENE OPMERKING.

Naar luid van artikel 1 van de wet van 11 germinal jaar XI (1 april 1803) betreffende de voornamen en de veranderingen van naam (3, Bull. 267, nr 2614) kunnen "alleen de in de verschillende kalenders gebruikelijke namen, en de namen van bekende personen uit de oudere geschiedenis, als voornamen ... opgenomen worden in de registers van de burgerlijke stand".

Deze wet is in Frankrijk en in België nog steeds van kracht. In Nederland is ze pas recentelijk opgeheven bij de wet van 3 april 1969 (invoegingswet Boek 1, nieuw Burgerlijk Wetboek, Staatsblad 167).

De rechtspraak, bezorgd als ze is om zich aan te passen aan de evolutie die zich sedert de tweede helft van de XXe eeuw heeft voorgedaan, neemt zowel in Frankrijk als in België aan dat de wet van germinal niet zozeer naar de letter moet worden uitgelegd maar naar de geest, en deze bestond erin de keuze van belachelijke, ongepaste of denkbeeldige namen te voorkomen (Rb Brugge, 1ste k., 7 januari 1975, R.W. 1974-1975, kol. 243; Rb. Brussel, 14e k., 8 januari 1975, R.W. 1975-1976, kol. 1263, Noot W.P. en 7e k., 7 maart 1977, Pas. 1977, III, 31; Colmar, 17 februari 1965, Gaz. Pal. 1965, 2, 131; Grenoble, 15 december 1965, J.C.P. 1966, 2, 14627; Civ. Paris, 8 juli 1975, Gaz. Pal. 1975, nr 271.273, blz 15) (1).

Het voorontwerp van wet dat thans wordt voorgesteld, heeft niet tot doel de wetgeving betreffende de familienaam geheel te herzien. Het strekt er alleen toe de procedure die

.../...

---

(1) Vgl., eveneens in Frankrijk, de "instruction administrative" van 12 april 1966 (J.O. 3.5.1966) en in België, PINTENS, Actuele ontwikkelingen in het naamrecht (Jur. Falcon. 1975-1976, blz. 279).

bij verandering van naam of voornaam gevolgd dient te worden, te vereenvoudigen en de keuze van voornamen te verruimen. Voortaan zal de ambtenaar van de burgerlijke stand nog alleen "voornamen ... die aanleiding geven tot verwarring dan wel het kind of derden kunnen schaden", uit de geboorteakte mogen weren (artikel 1).

De voorgestelde hervorming ligt in de lijn van de evolutie die zich in dezen in het hedendaagse recht voltrekt. In Nederland worden alleen voornamen geweigerd "die ongepast zijn, of overeenstemmen met bestaande geslachtsnamen tenzij deze tevens gebruikelijke voornamen zijn" (Burgerlijk Wetboek, artikel 4.2).

In de Bondsrepubliek Duitsland bepaalt paragraaf 21 van het "Personenstandgesetz" (PSTG) zich tot het voorschrift dat de "voornamen van het kind" in het geboortenregister dienen te worden vermeld. Het "Bundesgerichtshof" heeft herhaaldelijk beslist dat de wet geen algemene dwingende bepaling bevat inzake keuze van voornamen (1). Rechtsleer en rechtspraak leiden nochtans uit de tekst van de wet af dat alleen benamingen die, in ieder geval afzonderlijk, geschikt zijn om als voornaam te dienen, in aanmerking komen voor inschrijving bij de burgerlijke stand. Uitgesloten moeten ook worden voornamen die het geslacht van het kind niet op ondubbelzinnige wijze laten blijken, familienamen (behoudens plaatselijke uitzondering) alsmede aanstoot gevende, absurde, willekeurige, ongebruikelijke of voor het identificeren van hun drager ongeschikte benamingen.

.../...

---

(1) BGH § 29, blz. 256 (arrest van 4 februari 1959) en BGH § 30, blz. 132 (arrest van 15 april 1959).

In Zwitserland bepaalt de "ordonnance du Conseil fédéral sur l'état civil" van 1 juni 1953 : "les prénoms manifestement préjudiciables aux intérêts de l'enfant ou de tiers, notamment les prénoms choquants ou absurdes sont refusés. Il en est de même lorsque le sexe de l'enfant ne ressort pas clairement de son ou de ses prénoms" (1).

Een arrest van het tweede Burgerlijk Hof van de Zwitserse Federale Rechtbank van 25 maart 1981 ("Rev. Etat civ. - suisse -" nr 1982, blz. 18) bevat een aantal verduidelijkingen die interessant zijn voor de uitlegging van de wettekst. Het arrest stelt het volgende : "l'ordre juridique, précisément dans l'intérêt de l'enfant (doit contenir) des mesures afin qu'un enfant ne soit pas affublé d'un prénom qui puisse lui porter préjudice sa vie durant" (2).

Het Franse Hof van Cassatie van zijn kant heeft in een arrest van 10 juni 1981 (JCP 1981, IV, blz. 309) beslist dat de ouders binnen de bij de wet van 11 germinal jaar XI gestelde grenzen vrij konden kiezen, echter met het algemeen voorbehoud dat de gekozen voornamen in het belang van het kind niet belachelijk worden bevonden.

Gezien in het licht van hetgeen daaromtrent in het vergelijkend recht is aangenomen, kunnen de in artikel 1 van het ontwerp aangelegde maatstaven toereikend worden geacht om de moeilijkheden te ondervangen die zich in de praktijk zouden kunnen voordoen. De Regering zal dienen uit te maken of het al dan niet raadzaam is de draagwijdte van de in artikel 1 van het ontwerp genoemde uitsluitingen in de memorie van toelichting nader te omschrijven.

.../...

---

(1) De Zwitserse handleiding van de burgerlijke stand adviseert de ambtenaren : "(d'insister) auprès des parents qui choisissent des prénoms pouvant prêter à confusion quant au sexe de l'enfant (Camille, Claude, Dominique, Félicité, José, etc...) pour que ce prénom soit accompagné d'un ou de plusieurs autres ne laissant aucun doute sur le sexe de l'enfant".

(2) In een vroeger arrest had de Zwitserse Federale Rechtbank het recht van de ouders erkend om voor hun kind een nieuwe voornaam te bedenken (ATF 69,januari 1961). Het arrest van 25 maart 1981 beperkt die vrijheid. In het bewuste geval hadden de ouders de naam van een bekend Duits filosoof aan de voornaam van hun kind willen toevoegen. De rechtbank heeft aldus geantwoord : "ce n'est pas la prédilection des parents pour telle ou telle personnalité qui est importante, c'est essentiellement et uniquement le droit de l'enfant à ce que son développement ne soit pas indûment entravé".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 2.

De bepaling luidt aldus :

"Elke persoon die enigerlei reden heeft om van naam of voornamen te veranderen, kan daartoe aan de Minister van Justitie een met redenen omkleed verzoek richten.

Het verzoek wordt ingediend door de betrokkene zelf of door zijn wettelijke vertegenwoordiger. Daarbij dient een schriftelijke belofte te worden gevoegd de registratierechten te betalen zo de gevraagde gunst wordt verleend".

Het eerste lid bepaalt zich tot het overnemen, met een kleine wijziging weliswaar, van artikel 4 van de wet van 11 germinal jaar XI betreffende de voornamen en de veranderingen van naam, zoals het is gewijzigd bij de wet van 2 juli 1974.

Het behoeft geen opmerkingen, behalve dat het beter zou zijn de Franse tekst, zoals gebruikelijk is, in de onvoltooid tegenwoordige tijd van de aantonende wijs te stellen.

De geëiste "belofte" om de registratierechten te betalen wordt in de memorie van toelichting verklaard : het gaat erom te vermijden dat de kosten van het onderzoek van de aanvraag ten laste van de Staat zouden blijven bij afstand of zelfs wanneer de belanghebbende zich niet meer bekommert om wat er van de aanvraag gewordt.

De kosten waarvan sprake is zijn niet die welke noodzakelijk zijn voor de inning van de registratierechten. Deze zijn verschuldigd van het ogenblik af dat het besluit "definitief" wordt (artikel 253, derde lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten). Daarentegen kost de administratieve

procedure die leidt tot het besluit dat verandering van naam of van voornaam toestaat, veel geld aan de Staat : zelfs als zij vereenvoudigd wordt, betekent zij een aanzienlijke last voor de begroting. Het gaat er bijgevolg om te voorkomen dat de verzoeker een aanvraag indient en er later afstand van doet terwijl die aanvraag al behandeld is of behandeld wordt. In dat geval is hij immers de Staat niets verschuldigd.

Indien dat het doel is dat door de Regering wordt nagestreeft, is de eis van "een belofte de registratierechten te betalen zo de gevraagde gunst wordt verleend" niet het daartoe geschikte middel, daar hij de verzoeker niet verhindert van zijn aanvraag afstand te doen of er zich niet meer om te bekommeren.

Zoals de tweede volzin van het tweede lid is geformuleerd, voegt hij niets toe aan de verplichting die de verzoeker momenteel heeft om de registratierechten te betalen zodra het besluit definitief is geworden. De artikelen 237, 253, derde lid, en 254 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten zijn ondubbelzinnig. Het afschrift van het besluit wordt trouwens rechtstreeks door het Ministerie van Justitie aan de ontvanger van de registratie gezonden en de verzoeker wordt verzocht de rechten te betalen. Doet hij dat niet, dan kan hij het beschikkende gedeelte van het besluit niet laten overschrijven. De administratie van financiën zou op basis van de huidige teksten de belasting kunnen innen.

De aan verzoeker gevraagde "belofte" heeft geen enkele juridische strekking. In werkelijkheid wordt er alleen informatie of waarschuwing mee beoogd, hetgeen door andere middelen bereikt zou kunnen worden, onder meer door een vermelding op het door de verzoeker in te vullen formulier.

De volzin moet dus vervallen.

.../...

Artikel 3.

Dit artikel behoeft geen andere commentaar dan de algemene opmerking die aan het begin van dit advies is gemaakt.

Artikel 4.

Het eerste lid luidt aldus :

"De vergunning tot verandering van voornamen is definitief op de datum van het ministerieel besluit".

Dit voorschrift heeft alleen tot doel het ogenblik te bepalen waarop het besluit definitief geacht moet worden in de zin van artikel 253, derde lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten. Het is derhalve in te absolute bewoordingen geformuleerd.

Het zou nauwkeuriger zijn te schrijven :

"De vergunning tot verandering van voornamen is definitief in de zin van artikel 253, derde lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, op de datum van het ministerieel besluit".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6.

Artikel 5.

In het eerste lid schrijve men in de Franse tekst "autorisation de changer de nom" daar dat de terminologie is die in het voorontwerp wordt gebezigd. Bovendien wordt het koninklijk besluit door vermelding en niet bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Het lid moet dus in dezer voege worden gesteld :

.../...

"In het Belgisch Staatsblad wordt melding gemaakt van het ministerieel besluit waarbij een naamsverandering wordt toegestaan".

In het tweede lid kan beter worden gelezen :

"Binnen zestig dagen na de in het eerste lid bedoelde bekendmaking ...".

Bovendien zou bepaald moeten worden dat het ministerieel besluit waarbij op het verzet wordt beschikt, met redenen dient te zijn omkleed.

Ten slotte zou de tekst moeten voorschrijven dat het ministerieel besluit dat de vergunning herroept, ter kennis wordt gebracht, zowel van degene die verzet doet als van de belanghebbende.

Artikel 7.

In het eerste lid zou het meer in overeenstemming met de terminologie van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten zijn te schrijven :

"Een afschrift van het besluit dat de verandering van naam of voornamen toestaat of een uittreksel uit dat besluit wordt, binnen zestig dagen na de registratie, door de begunstigden of door een van hen tegen ontvangstbewijs aan de ambtenaar van de burgerlijke stand toegezonden of hem ter hand gesteld".

.../...

Uit artikel 7, tweede lid, en artikel 8, alsmede uit de verklaringen van de gemachtigden van de Minister blijkt dat het beschikkende gedeelte van ieder besluit tot verandering van naam of van voornaam in de registers van een ambtenaar van de burgerlijke stand van een Belgische gemeente wordt overgeschreven.

Wanneer een Belg is gevestigd in een vreemd land waar hij geboren is, en hij van de Minister van Justitie een verandering van voornaam (of van naam) verkrijgt, wordt het besluit overgeschreven in de registers van de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel (artikel 7, tweede lid, 3°) die er kennis van geeft aan de Belgische diplomatieke of consulaire ambtenaar die de geboorteakte heeft opgemaakt (artikel 9 van het voorontwerp en artikel 10 van de wet van 12 juli 1931 betrekking hebbende op zekere akten van de burgerlijke stand, alsmede op de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire ambtenaren inzake burgerlijke stand).

Er is nergens bepaald dat de ambtenaar van de burgerlijke stand de begunstigde ervan dient te verwittigen dat de overschrijving heeft plaatsgehad, zodat de verzoeker gedurende de periode van vijftien dagen na de verzending of de terhandstelling van het afschrift van of het uittreksel uit het besluit (artikel 8, eerste lid) niet weet of hij zijn nieuwe voornaam of zijn nieuwe naam reeds mag gebruiken. Volgens de gemachtigden van de Minister zal op de dag dat het ontwerp wet wordt een rondschrijven worden opgesteld en zullen de ambtenaren van de burgerlijke stand worden verzocht er de begunstigden kennis van te geven dat het beschikkende gedeelte van het besluit is overgeschreven.

.../...

Het past erop te wijzen dat de overschrijving die door een van de in artikel 7, tweede lid, (1) genoemde ambtenaren van de burgerlijke stand wordt verricht, ten aanzien van alle begunstigden uitwerking heeft, nog voor dat op de kant van de ieder van hen betreffende geboorteakten of andere akten van de burgerlijke stand melding is gemaakt van de overschrijving.

Het zou juister zijn in het derde (of het tweede) lid te schrijven : "De vergunning wordt als niet bestaande beschouwd ...".

Artikel 8.

Ten onrechte is in het eerste lid sprake van overschrijving van "het beschikkende gedeelte van de uitgifte". Het is uiteraard het beschikkende gedeelte van het ministerieel besluit dat behoort te worden overgeschreven.

Algemeen gezien en meer bepaald om de reden van terminologie die naar aanleiding van artikel 7, eerste lid, is aangegeven, zou het juister zijn het lid in dezer voege te stellen :

"Binnen vijftien dagen na de toezending of de terhandstelling van het afschrift van of het uittreksel uit het ministerieel besluit, schrijft de ambtenaar van de burgerlijke stand het beschikkende gedeelte van dat besluit in zijn registers over".

.../...

---

(1) Noch uit de typografie van de Nederlandse, noch uit die van de Franse tekst van het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp blijkt duidelijk of die opsomming tot het eerste lid behoort of een tweede lid vormt.

Het tweede lid luidt aldus :

"De verandering van naam of voornamen komt tot stand vanaf de datum van deze overschrijving voor de begunstigden en voor hun afstammelingen die na de datum van het besluit zijn geboren wanneer het een verandering van naam betreft".

Het spreekt vanzelf enerzijds dat de verandering van iemands voornaam geen gevolgen kan hebben voor de burgerlijke stand van zijn afstammelingen en anderzijds dat de minderjarige afstammelingen die vóór de datum van de overschrijving geboren zijn, terzelfder tijd als hun ascendent van naam veranderen.

De term "afstammelingen" zelf lijkt overigens ongeschikt, daar niets laat veronderstellen dat de Regering het zo zou bedoelen dat bijvoorbeeld de naam van een minderjarige kleinzoon in voorkomend geval mee zou veranderen met de naam van zijn grootvader, terwijl zijn meerderjarige vader zijn naam zou behouden.

De tekst zou, zoals hij nu is geredigeerd, in die beide opzichten tot verwarring kunnen leiden. Er wordt dan ook voorgesteld te schrijven :

"De verandering van naam en de verandering van voornamen hebben gevolg op de dag van de overschrijving. De naamsverandering geldt vanaf die dag voor de minderjarige kinderen van de begunstigde".

Om dezelfde redenen zou in het derde lid geschreven moeten worden :

.../...

"Van de overschrijving wordt melding gemaakt op de kant van de akten van de burgerlijke stand die betrekking hebben op de begunstigden en, wanneer het een verandering van naam betreft, op de kant van de akten die betrekking hebben op hun minderjarige kinderen"

Artikel 9.

In artikel 9 schrijve men in de Franse tekst : "... en vertu de l'article 8, alinéa 3, ...".

Artikel 10.

Er zij op gewezen dat dezelfde wijziging als die welke het artikel aanbrengt in een aantal opschriften van hoofdstukken of afdelingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek-, en griffierechten, moet worden aangebracht in de artikelen 237 en 250 van datzelfde Wetboek.

Artikel 11.

De volgende tekst wordt voor de inleidende volzin voorgesteld :

"Artikel 248 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981, wordt aangevuld met de volgende leden :".

Artikel 12.

De volgende tekst wordt voor de inleidende volzin voorgesteld :

"Artikel 249 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 2 juli 1974 en 2 juli 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Op te merken valt dat het ontwerp geen wijzigingen aanbrengt in artikel 250, eerste lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, hetwelk als volgt luidt :

"In elk der in artikelen 248 en 249 bedoelde gevallen, is elk beneficiant een recht verschuldigd".

De wijzigingen die in de artikelen 248 en 249 worden aangebracht, bepaaldelijk de mogelijkheid om voor de gezamenlijke begunstigden van hetzelfde besluit het recht tot een totaal bedrag te verminderen, brengen mee dat de tekst van artikel 250, eerste lid, zou moeten worden herzien en dat bijgevolg in het ontwerp een als volgt gestelde aanvullende bepaling zou moeten worden opgenomen :

"Artikel 13.-

Artikel 250, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"In de gevallen bedoeld in artikel 248, eerste lid, en in artikel 249, § 1, eerste lid. § 2 en § 3, eerste lid, is elke beneficiant een recht verschuldigd".

Artikel 13 (dat artikel 14 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 14.-

Artikel 251 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

.../...

"Artikel 251. Wanneer een ministerieel besluit houdende vergunning tot verandering van voornaam wordt ingetrokken of vernietigd terwijl de registratierechten reeds geïnd zijn, betaalt de verzoeker, behalve als hij te kwader trouw was, geen rechten meer wanneer hem een nieuwe vergunning wordt verleend".

Artikel 14 (dat artikel 15 wordt).

Voor de inleidende volzin wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 252 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1974, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 15 (dat artikel 16 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 16.-

In artikel 253 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1974, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° De woorden "koninklijke besluiten houdende vergunning tot verandering van naam of van voornamen" worden tweemaal vervangen door de woorden "ministeriële besluiten houdende vergunning tot verandering van naam of van voornamen".

2° De woorden "van de dag waarop het koninklijk besluit definitief is geworden" worden vervangen door de woorden "van de dag waarop het ministerieel besluit definitief is geworden".

Hoewel het ontwerp daarin niet voorziet, zou ook artikel 254 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten aan de nieuwe terminologie aangepast kunnen worden.

Daartoe wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 17.-

In de Franse tekst van artikel 254 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1974, worden de woorden "arrêté accordant permission de changer de nom ou de prénoms" vervangen door de woorden "arrêté autorisant le changement de nom ou de prénoms".

Artikel 16 (dat artikel 18 wordt).

Het artikel moet worden vereenvoudigd : het is niet gebruikelijk uitdrukkelijk de wetten op te heffen die een tekst hebben gewijzigd welke zelf wordt opgeheven. Daarom wordt voorgesteld het artikel in dezer voege te redigeren :

"Artikel 18.-

De wet van 11 germinal jaar XI "relative aux prénoms et changements de nom", gewijzigd bij de wet van 2 juli 1974, wordt opgeheven".

.../...

SLOTOPMERKING.

Aan het geval dat een ministerieel besluit houdende vergunning tot verandering van voornaam wordt ingetrokken of vernietigd, is, wat het overschrijven van het beschikkende gedeelte van het intrekkingsbesluit of van het vernietigingsarrest in de registers van de burgerlijke stand betreft, in geen enkele bepaling van het voorontwerp gedacht.

De volgende tekst wordt voorgesteld : hij zou komen na artikel 9 van het voorontwerp :

"Artikel (...).-

Wanneer het ministerieel besluit houdende vergunning tot verandering van voornaam wordt ingetrokken of vernietigd, verzoekt de Minister van Justitie of zijn gemachtigde de in artikel 8, eerste lid, bedoelde ambtenaar van de burgerlijke stand het beschikkende gedeelte van het besluit of het arrest over te schrijven. Artikel 8, derde lid, en artikel 9 zijn op die overschrijving toepasselijk".

Indien op dit voorstel wordt ingegaan, moet de nummering van de artikelen 10 en volgende uiteraard worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.
Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.
Het verslag werd uitgebracht door H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.